GUIDE

Dispositions pour le suivi en service des équipements dépourvus de dossier d'exploitation ou disposant d'un dossier incomplet

Emetteur : Groupe de travail

Objet de l'évolution : Prise en compte de commentaires
de la SCPAP du 26 mars 2021

Validation AQUAP : 07/05/2021

LISTE DES REVISIONS

Indice	Pages concernées	Date d'Approbation	Objet
Rév. 0	/	28/01/2020	Création
Rév.1	toutes	15/07/2020	Prise en compte remarques BSERR et APITI
Rév.2	toutes	02/03/2021	Correction avant passage en SCPAP
Rév.3	toutes	07/05/2021	Prise en compte de commentaires de la SCPAP du 26 mars 2021

SOMMAIRE

1. OBJET	3
2. DOMAINE D'APPLICATION	3
3. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	4
4. DÉFINITIONS	4
5. SUIVI EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION	4
5.1 Contexte réglementaire.....	4
5.2 Principes généraux	5
6. CAS DES EQUIPEMENTS NÉO-SOUMIS	5
7. CAS DES ÉQUIPEMENTS DÉPOURVUS D'ÉTAT DESCRIPTIF	6
7.1 Cas des récipients de forme simple destiné à contenir un gaz non inflammable, non toxique et non corrosif	6
7.2 Cas des autres équipements (hors tuyauteries) relevant du décret du 02/04/1926 ou du 18/01/1943	7
7.3 Cas des tuyauteries, y compris néo-soumises, ne relevant pas de la directive 97/23/CE ou 2014/68/UE.....	9
8. CAS DES RÉCIPIENTS À PRESSION SIMPLES (RPS) DÉMUNIS DE LEUR NOTICE D'INSTRUCTIONS	9
9. CAS DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION (DESP) DÉMUNIS DE LEUR NOTICE D'INSTRUCTIONS ET/OU DE LEUR DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	9
9.1 Dispositions générales	9
9.2 Dispositions complémentaires pour les ACAFR.....	10
9.3 Dispositions complémentaires pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée.....	10
10. CAS DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION SOUMIS À DMS ET DÉMUNIS DE LEUR DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	11
11. CAS DE L'ABSENCE DES ATTESTATIONS OU DES COMPTES RENDUS D'OPÉRATIONS DE CONTRÔLE	11
11.1 Absence de l'attestation de contrôle de mise en service.....	11
11.2 Absence des attestations de requalification périodique	11
11.3 Absence des comptes rendus d'inspections périodiques réalisées après le 01/01/2018	12
11.4 Absence de l'attestation de conformité suite à intervention, établie par l'exploitant ou l'organisme habilité.....	12
12. CAS DE L'ABSENCE DE LA PREUVE DU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE	12
13. CAS DES ACCESSOIRES DE SÉCURITÉ DÉPOURVUS DE DOCUMENTS RELATIFS À LEUR IDENTIFICATION ET À LEURS PARAMÈTRES DE RÉGLAGE	12
14. REGISTRE ABSENT OU NON RENSEIGNÉ	13
15. ABSENCE DES ENREGISTREMENTS REQUIS PAR L'ART. 3-II DE L'AM DU 20 novembre 2017	13
16. JUSTIFICATIFS PRODUITS PAR L'EXPLOITANT	13
ANNEXE 1 : Synthèse du dossier d'exploitation lors des opérations de contrôle en service	14
ANNEXE 2 : Modèle de dossier descriptif d'un récipient néo-soumis	15
ANNEXE 3 : Dispositions complémentaires pour les ACAFR	16

1. OBJET

Le présent guide établit des lignes directrices à l'attention des Organismes Habilités en vue de la réalisation des opérations de contrôles des équipements relevant des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et qui ne disposent pas ou que partiellement des documents appelés notamment par l'article 6 de cet arrêté ministériel (dossier d'exploitation, notice d'instructions).

Sont concernés par ce document :

- **les cas de défaut d'informations relatives à la fabrication suivants :**

- ▶ équipements non soumis aux dispositions antérieures des décrets du 02/04/1926 ou du 18/01/1943 (équipements néo-soumis) dépourvus d'état descriptif ;
- ▶ équipements soumis lors de leur fabrication aux dispositions des décrets du 02/04/1926 ou du 18/01/1943 mais dont l'état descriptif n'est pas disponible (traitement antérieur par les DM-T/P n° 27838 et 28767) ;
- ▶ récipients relevant des directives 87/404/CEE, 2009/105/CE et 2014/29/UE, dépourvus de leur notice d'instructions ;
- ▶ équipements relevant des directives 97/23/CE et 2014/68/UE, dépourvus de leur notice d'instructions et/ou de leur déclaration de conformité ;
- ▶ absence d'identification et/ou paramètres de réglage du ou des accessoires de sécurité associés aux équipements soumis au suivi en service.

- **les cas de défaut d'information relative à l'exploitation suivants :**

- ▶ absence de documents relatifs à l'équipement avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes rendus d'inspections périodiques et les attestations de requalifications périodiques ou pendant la durée de vie de l'équipement pour les autres opérations (attestations de conformité pour les interventions, attestation de contrôle de mise en service),
- ▶ absence de la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui sont ou ont été soumis.

- **les cas de défaut de justifications de l'exploitant suivants :**

- ▶ Absence de reconnaissance formelle par l'exploitant du personnel chargé de l'exploitation d'équipements soumis à DMS
- ▶ Absence de l'habilitation par l'exploitant du personnel de conduite pour les ACAFR et les GV SPHP

Ne sont pas pris en compte dans ce guide les documents et justificatifs de contrôle appelés par des dispositions particulières (décision, guide professionnel, CTP), ainsi que les documents préalables à une intervention.

Les différents paragraphes de ce guide sont à considérer successivement pour chacun des items du dossier d'exploitation.

2. DOMAINE D'APPLICATION

Ce guide s'applique aux équipements soumis aux opérations de contrôle en service dont les critères de soumission sont définis dans l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

3. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Articles L. 557-1 point 4 du code de l'environnement (appareils à pression).
- Article R. 557-14-1 et suivants du code de l'environnement.
- Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
- Fiches d'interprétation relatives à l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Textes abrogés :

- Décret du 2 avril 1926 modifié, portant règlement sur les appareils à pression de vapeur.
- Décret du 18 janvier 1943 modifié, portant règlement sur les appareils à pression de gaz.
- Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié, relatif aux équipements sous pression.

Autres textes cités : (pour mémoire)

- Décision DM-T/P 27838.
- Décision DM-T/P 28767.
- Décision DM-T/P 18042.
- Fiches AQUAP ES relatives à l'application de l'arrêté ministériel du 15/03/2000 modifié.

4. DÉFINITIONS

Les définitions employées sont celles figurant dans l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ou à l'article R. 557-9-1 du code de l'environnement.

5. SUIVI EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION

5.1 Contexte réglementaire

En application de l'article L. 557-28 du code de l'environnement, les équipements sont soumis selon leurs caractéristiques et sous la responsabilité de l'exploitant à :

- déclaration de mise en service,
- contrôle de mise en service réalisé par l'organisme habilité ou la personne compétente,
- inspection périodique réalisée par l'organisme habilité ou la personne compétente,
- requalification périodique réalisée par l'organisme habilité,
- contrôle après réparation ou modification (si notable réalisé par l'organisme habilité, si non notable réalisé par exploitant).

En application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, le dossier d'exploitation est vérifié lors des contrôles réglementaires suivants :

- Contrôle de mise en service (art. 11-III) : vérification de l'existence du dossier d'exploitation,
- Inspection périodique sans plan d'inspection (PI) (art. 16-III) : elle est conduite en tenant compte du contenu du dossier d'exploitation, en particulier des indications figurant dans la notice d'instructions du fabricant si exigible,
- Requalification périodique (art. 13-III avec PI, art. 19-II sans PI) : vérification de l'existence et de l'exactitude du dossier d'exploitation,
- Contrôle après réparation ou modification (art. 28-VI) : le dossier d'exploitation est présenté ou tenu à disposition de l'organisme habilité accrédité

Les conditions d'exploitation sont définies par l'exploitant (art. 4-I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017).

5.2 Principes généraux

Pour pouvoir être exploités, les équipements doivent disposer d'un marquage conforme aux exigences de leur régime de fabrication :

- Marques d'identité et poinçon tête de cheval pour les récipients fabriqués selon les dispositions du décret du 18/01/1943,
- Plaque d'identité, médaille de timbre et poinçon tête de cheval pour les récipients et générateurs fabriqués selon les dispositions du décret du 02/04/1926,
- Marquage CE pour les récipients à pression simples et les données techniques du point 1 de l'annexe III de la directive 2014/29/UE (ou dispositions équivalentes des versions antérieures),
- Marquage CE (et n° de l'organisme notifié pour les équipements de catégorie II et au-delà) pour les équipements sous pression relevant de la DESP avec les données techniques du point 3.3 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE (ou dispositions équivalentes de la version antérieure),
- Marquage PI initial des équipements traités dans le cadre de la fiche AQUAP ESX07.

Si un équipement n'a pas subi l'évaluation de la conformité à laquelle il était soumis et, de ce fait, ne dispose pas du marquage ci-dessus, cet équipement est mis à l'arrêt. (cf. article 33 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017).

En l'absence d'informations techniques suffisantes dans le dossier d'exploitation permettant d'apprécier la gravité d'une dégradation constatée, l'opération de contrôle (cf. §5.1) sera déclarée non satisfaisante.

L'absence ou la non-complétude du dossier d'exploitation devrait se traduire par la conclusion non satisfaisante de l'opération de contrôle.

Les documents exigibles lors des opérations de contrôle sont représentés dans le tableau en annexe 1.

Le traitement de certains cas particuliers, permettant de compenser ces manques, est détaillé dans les paragraphes suivants.

6. CAS DES EQUIPEMENTS NÉO-SOUMIS

Un récipient néo-soumis doit, préalablement à son suivi en service, faire l'objet d'une requalification périodique. Cette disposition est applicable depuis le 22/04/2005. En l'absence de cette première requalification périodique, ces équipements sont en situation irrégulière.

Pour prétendre à cette première requalification périodique, l'exploitant reconstitue les informations relatives à la fabrication du récipient, accompagné des documents relatifs aux accessoires de sécurité.

Ce dossier doit rassembler, dans la mesure du possible, les renseignements figurant en annexe 2.

La documentation requise peut se limiter à un plan ou à un schéma avec une nomenclature sommaire, si le récipient ne présente aucune dégradation.

Les informations relatives à la fabrication (ou plan ou schéma) sont validées par l'exploitant.

En cas de dégradation (corrosion, sous-épaisseur, déformation, ...) ou défaut de fabrication (défaut de soudure, désaccostage, ...), la documentation requise doit comprendre des éléments complémentaires permettant de s'assurer que le niveau de sécurité de l'équipement n'est pas altéré (au minimum une note de calcul permet de définir les épaisseurs en dessous desquelles le récipient doit être mis hors service).

Nota : Un dossier des informations relatives à la fabrication peut être établi pour plusieurs récipients sous réserve qu'ils présentent les caractéristiques suivantes :

- même exploitant,
- même fonction (stockage, évaporateur, condenseur...),
- conception identique (simple paroi, isolement sous vide, matériau constitutif, ...),
- même constructeur,
- même pression maximale admissible PS,
- mêmes températures minimale/maximale admissibles,
- même type de fluide,
- même volume, excepté pour les équipements de forme générale cylindrique de même diamètre qui peuvent être de longueurs différentes dans les limites du cadre réglementaire applicable.

Dans le cas des ACAFR néo-soumis, le dossier doit contenir les dispositions retenues par l'exploitant pour répondre au III de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 (dispositifs de sécurité à l'ouverture et à la fermeture).

Cet état descriptif reconstitué est enregistré dans le dossier d'exploitation.

Lorsque les conditions qui précèdent sont satisfaites l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle.

7. CAS DES ÉQUIPEMENTS DÉPOURVUS D'ÉTAT DESCRIPTIF

Rappel : l'état descriptif était requis pour les équipements fixes au titre des décrets du 2/04/1926 et du 18/01/1943.

La définition de l'état descriptif est strictement celle exigible dans les textes antérieurs, la définition de la DM-T/P 18042 n'est applicable qu'après le 22 avril 1982.

L'absence d'état descriptif initial conduit à un résultat non satisfaisant de l'opération de contrôle mentionnée au §5.1 du présent guide.

7.1 Cas des récipients de forme simple destiné à contenir un gaz non inflammable, non toxique et non corrosif

Le respect des dispositions ci-dessous permet de reconstituer un état descriptif recevable pour l'opération de contrôle en service :

- l'exploitant apporte des preuves objectives de sa recherche de l'état descriptif (contact avec le constructeur,...),
- l'équipement n'est pas suspect, en particulier les marques d'identité et la tête de cheval sont lisibles et correctes,
- l'exploitant n'a pas changé depuis la requalification périodique précédente,
- l'exploitant fournit une attestation indiquant que l'équipement n'a subi ni réparation, ni modification (ne concerne pas les interventions validées par un OH), ni changement des conditions d'exploitation depuis la dernière requalification périodique,
- l'exploitant dispose ou établit un plan ou un schéma coté avec une nomenclature sommaire de l'équipement et formalise les conditions d'utilisation.

L'état descriptif ainsi reconstitué est validé par l'exploitant et conservé dans le dossier d'exploitation.

En cas de perte d'épaisseur constatée, l'état descriptif reconstitué sera complété par :

- **Cas 1** : l'exploitant dispose d'éléments probants (par exemple, un des procès-verbaux d'épreuve ou attestation de requalification précédents, éléments du dossier constructeur, etc.) faisant apparaître clairement la nuance des matériaux et/ou l'épaisseur des parties principales. Le schéma coté du récipient indique les mesures selon un maillage adapté prévoyant un renforcement des mesures dans les zones corrodées et une note de calcul des parties principales, si non présente, est établie pour la nuance d'acier (caractéristique minimale mécanique spécifiée) reprise dans les éléments probants d'accompagnement, et en l'absence d'élément probant concernant le coefficient de joint avec un coefficient de soudure égal à 0,7.
- **Cas 2** : l'exploitant ne dispose pas d'éléments probants faisant apparaître clairement la nuance de matériaux et/ou l'épaisseur des parties principales. Le schéma coté de l'équipement indique les mesures selon un maillage adapté prévoyant un renforcement des mesures dans les zones corrodées et d'une note de calcul des parties principales est établie en prenant :
 - ▶ comme contrainte de calcul 110 N/mm² et un coefficient de soudure égal à 0,7,
 - ▶ si l'équipement fonctionne en température au-dessus de 60°C, sans remettre en cause les états descriptifs réalisés selon les dispositions antérieures il convient de tenir compte de l'évolution de la limite d'élasticité pour le choix de la contrainte de calcul (rapport des contraintes).

Lorsque les conditions qui précèdent sont satisfaites l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle.

7.2 Cas des autres équipements (hors tuyauteries) relevant du décret du 02/04/1926 ou du 18/01/1943

7.2.1 Dispositions générales

Le respect des dispositions ci-dessous permet de reconstituer un état descriptif recevable :

- l'exploitant apporte des preuves objectives de sa recherche de l'état descriptif (contact avec le constructeur, ...),
- les marques d'identité et de la tête de cheval sont lisibles et correctes sur l'équipement,
- l'exploitant n'a pas changé depuis la requalification périodique précédente,
- l'exploitant fournit une attestation indiquant que l'équipement n'a subi ni réparation, ni modification, depuis la dernière requalification périodique. Dans le cas où une intervention a été validée par un OH, l'exploitant fournit le document élaboré par l'OH,
- l'exploitant dispose ou établit, à partir d'éléments probants, un plan coté de l'équipement indiquant les matériaux des parties principales sous pression accompagné d'une note de calcul (application du référentiel d'origine et, à défaut et sur justification, d'un code plus récent) et formalise les conditions d'utilisation.

L'état descriptif ainsi reconstitué est validé par l'exploitant et conservé dans le dossier d'exploitation.

7.2.2 Dispositions complémentaires pour les ACAFR

En complément des dispositions du § 7.2.1 ci-dessus l'exploitant établit sous sa responsabilité :

- une analyse des dispositifs de sécurité existants en se basant sur les exigences du tableau en **annexe 3**,
- une méthodologie de vérification de ces dispositifs de sécurité.

Ces documents sont conservés dans le dossier d'exploitation.

La pertinence des dispositifs de sécurité retenus et de la méthodologie est vérifiée par un OH lors de la première opération de contrôle.

Le résultat satisfaisant de cette opération de contrôle vaut acceptation de la documentation ainsi reconstituée.

Lors du contrôle de mise en service, de l'inspection périodique ou lors de la requalification périodique, l'expert s'assure que la méthodologie de vérification des dispositifs de sécurité définie par l'exploitant est correctement appliquée.

7.2.3 Dispositions complémentaires pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée

En complément des dispositions du §7.2.1 ci-dessus, l'exploitant sous sa responsabilité :

- établit une description des dispositifs de régulation,
- définit le référentiel d'exploitation retenu (APHP ou cahier des charges pour SPHP),
- établit une analyse des accessoires de sécurité existants en se basant sur les exigences du tableau ci-dessous :

Générateur APHP				
				Générateur SPHP exploité selon les NF E 32-020 ou MD15 en intermittent
				Générateur SPHP exploité selon les NF E 32-020 ou MD15 en autocontrôle
				Générateur SPHP exploité selon les NF E 32-020 en télécontrôle
				Générateur SPHP exploité selon l'AQUAP 2007/01
				Générateur de vapeur
X	X	X	X	Accessoire de sécurité à action directe - Soupape(s) de sûreté
	X	X	X	Sécurité d'excès de pression haute vapeur
X	X	X	X	Sécurité de niveau bas chaudière
	X	X	X	Sécurité de température haute vapeur surchauffée ou vaporisation instantanée
	X	X	X	Sécurité de température haute parois serpentin vaporisation instantanée
				Générateur d'eau surchauffée
X	X	X	X	Accessoire de sécurité à action directe - Soupape(s) de sûreté
	X	X	X	Sécurité de pression haute installée sur le générateur ou en communication
	X	X	X	Sécurité de pression basse installée sur le générateur ou en communication
	X	X	X	Sécurité de remplissage de l'installation (sur le réseau ou niveau dans le générateur)
	X	X	X	Sécurité de température haute eau surchauffée
X	X	X	X	Sécurité de débit minimum d'irrigation du générateur

- établit une méthodologie de vérification des accessoires de sécurité

Ces documents sont conservés dans le dossier d'exploitation.

La pertinence des accessoires de sécurité retenus et de la méthodologie est vérifiée par un OH lors de la première opération de contrôle.

Le résultat satisfaisant de cette opération de contrôle vaut acceptation de la documentation ainsi reconstituée.

Lors du contrôle de mise en service, de l'inspection périodique ou lors de la requalification périodique, l'expert s'assure que la méthodologie de vérification des accessoires de sécurité définie par l'exploitant est correctement appliquée.

7.3 Cas des tuyauteries, y compris néo-soumises, ne relevant pas de la directive 97/23/CE ou 2014/68/UE

La reconstitution d'un dossier contenant les informations relatives à la fabrication doit permettre l'établissement du programme de contrôle. Ces éléments sont conservés dans le dossier d'exploitation.

Ce dossier doit contenir pour chaque tuyauterie :

- les documents nécessaires à son identification (schéma isométrique ou équivalent),
- la nature et l'état du fluide (liquide, gazeux, vapeur saturée, impuretés, ...),
- la pression maximale admissible PS,
- l'épaisseur nominale et la dimension nominale (DN),
- les températures minimale et maximale admissibles,
- la nature des matériaux et si possible, leur désignation,
- la nature et l'emplacement des dispositifs de compensation, des supports et de ses raccords,
- s'il y a lieu, la nature des accessoires sous pression, l'identification et les paramètres de réglage des accessoires de sécurité.

8. CAS DES RÉCIPIENTS À PRESSION SIMPLES (RPS) DÉMUNIS DE LEUR NOTICE D'INSTRUCTIONS

Rappel : les directives 87/404/CEE, 2009/105/CE et 2014/29/UE précisent que si le fabricant établit la déclaration de conformité, celle-ci ne peut être exigée auprès de l'exploitant.

L'absence de notice d'instructions est un obstacle à la réalisation des opérations de contrôle mentionnées au §5.1 du présent guide. Toutefois, pour un RPS pour lequel tous les points suivants sont simultanément respectés :

- l'exploitant a établi un schéma coté de l'équipement et formalise les conditions d'utilisation de l'équipement (ces deux documents sont conservés en substitution des informations relatives à la fabrication),
- le marquage réglementaire est conforme aux dispositions applicables lors de sa construction,
- l'exploitant atteste que sa recherche de la notice d'instructions auprès du fabricant a été infructueuse et que l'équipement n'a pas subi d'intervention depuis la dernière requalification périodique, ou la mise en service,

l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle.

Note : En l'absence de la notice d'instructions établie par le fabricant et qui précise les épaisseurs résiduelles acceptables, aucune dégradation ne peut être recevable.

9. CAS DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION (DESP) DÉMUNIS DE LEUR NOTICE D'INSTRUCTIONS ET/OU DE LEUR DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Pour ces équipements qui relèvent de la directive 97/23/CE ou de la directive 2014/68/UE, la déclaration de conformité CE ou déclaration UE de conformité est requise pour la déclaration de mise en service.

9.1 Dispositions générales

L'absence de notice d'instructions est un obstacle à la réalisation des opérations de contrôle mentionnées au §5.1 du présent guide. Toutefois, pour un équipement pour lequel tous les points suivants sont simultanément respectés :

- l'exploitant apporte la preuve objective que sa recherche de la notice d'instructions auprès du fabricant a été infructueuse et atteste que l'équipement n'a pas subi d'intervention depuis la dernière requalification périodique ou sa mise en service,

- l'exploitant a établi un schéma coté (ou isométrique) de l'équipement et formalise sous sa responsabilité les conditions d'utilisations de l'équipement, notamment la prise en compte de la durée de vie prévue pour des équipements concernés par le phénomène de fatigue, ces documents étant conservés dans le dossier d'exploitation,
- le marquage réglementaire est conforme aux dispositions applicables lors de sa construction.

L'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle.

Note : En l'absence de la notice d'instructions ou d'éléments établis par le fabricant ou l'exploitant⁽¹⁾ qui précisent les épaisseurs résiduelles acceptables en dessous desquelles l'équipement doit être mis hors service et en cas de dégradation, l'opération de contrôle est non satisfaisante.

(1) l'exploitant établit, à partir d'éléments probants, une note de calcul en reprenant le référentiel d'origine. ou, à défaut et sur justification, l'application dans sa globalité d'une version plus récente du référentiel.

9.2 Dispositions complémentaires pour les ACAFR

Pour les équipements relevant de la directive 97/23/CE ou 2014/68/UE, l'absence de notice d'instructions ne permet plus d'effectuer les vérifications des dispositifs de sécurité selon les instructions du fabricant.

En complément des dispositions du §9.1 ci-dessus, l'exploitant établit sous sa responsabilité :

- une analyse des dispositifs de sécurité existants en se basant sur les exigences du tableau en **annexe 3**.
- une méthodologie de vérification des dispositifs de sécurité.

Ces documents sont conservés dans le dossier d'exploitation.

La pertinence des dispositifs de sécurité retenus et de la méthodologie est vérifiée par un OH lors de la première opération de contrôle.

Le résultat satisfaisant de cette opération de contrôle vaut acceptation de la documentation ainsi reconstituée.

Lors du contrôle de mise en service, de l'inspection périodique ou lors de la requalification périodique, l'expert s'assure que la méthodologie de vérification des dispositifs de sécurité définie par l'exploitant est correctement appliquée.

9.3 Dispositions complémentaires pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée

Pour les équipements relevant de la directive 97/23/CE ou 2014/68/UE, l'absence de notice d'instructions ne permet plus d'effectuer la vérification des accessoires de sécurité selon les instructions du fabricant.

En complément des dispositions du §9.1 ci-dessus, l'exploitant établit sous sa responsabilité :

- une analyse des dispositifs de protection existants en se basant sur les exigences des normes harmonisées pour le cas des générateurs exploités selon le mode « avec présence humaine permanente »,
- une analyse des dispositifs de protection existants en se basant sur les codes ou guides reconnus par l'autorité administrative pour les générateurs exploités selon le mode « sans présence humaine permanente »,
- une description des dispositifs de régulation,
- une méthodologie de vérification des accessoires de sécurité.

Ces documents sont conservés dans le dossier d'exploitation.

La pertinence des accessoires de sécurité retenus et de la méthodologie est vérifiée par un OH lors de la première opération de contrôle.

Le résultat satisfaisant de cette opération de contrôle vaut acceptation de la documentation ainsi reconstituée.

Lors du contrôle de mise en service, de l'inspection périodique ou lors de la requalification périodique, l'expert s'assure que la méthodologie de vérification des accessoires de sécurité définie par l'exploitant est correctement appliquée.

10. CAS DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION SOUMIS À DMS ET DÉMUNIS DE LEUR DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Rappel : les directives 97/23/CE et 2014/68/UE, précisent que le fabricant établit une déclaration de conformité, qu'il doit conserver pendant 10 ans, et tenir à la disposition des autorités nationales de surveillance du marché comme pour la documentation technique. Ceci est rappelé à l'article L557-16 du code de l'environnement.

Ainsi l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 n'exige donc pas la présence de la déclaration de conformité dans le dossier d'exploitation.

Néanmoins, pour ces équipements qui relèvent de la directive 97/23/CE ou 2014/68/UE, et qui sont soumis à déclaration de mise en service ; la déclaration de conformité ou déclaration UE de conformité est requise pour établir la déclaration de mise en service.

Il est donc nécessaire pour l'exploitant de demander au préalable et de manière contractuelle cette déclaration au fabricant.

L'autorité administrative compétente peut réclamer la déclaration de conformité auprès du fabricant au titre de la surveillance du marché comme prévu par les directives européennes.

11. CAS DE L'ABSENCE DES ATTESTATIONS OU DES COMPTES RENDUS D'OPÉRATIONS DE CONTRÔLE.

Rappel : La durée d'archivage des attestations de requalification périodique et des comptes rendus d'inspection périodique doit couvrir une période supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques, et durant toute la durée vie de l'équipement pour les autres attestations.

Remarque : En cas de compte rendu d'inspection périodique comportant une ou plusieurs observations et non contresigné par l'exploitant, la vérification documentaire est déclarée non satisfaisante.

11.1 Absence de l'attestation de contrôle de mise en service

Pour les équipements qui y sont soumis, l'absence de contrôle de mise en service ou d'enregistrement dans le dossier d'exploitation de l'attestation de contrôle de mise en service se traduit par la conclusion non satisfaisante de l'opération de contrôle en service.

Toutefois, pour un équipement mis en service avant le 01/01/2018 et pour lequel le marquage réglementaire relatif au contrôle de mise en service est présent, l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou l'expert peut conclure au résultat favorable de la vérification documentaire de l'opération de contrôle en service, en signalant sur son compte rendu l'absence de l'attestation de contrôle de mise en service et en faisant référence à la décision d'approbation du présent guide AQUAP.

Lorsque les conditions qui précèdent ne sont pas satisfaites, l'exploitant fait réaliser le contrôle de mise en service.

11.2 Absence des attestations de requalification périodique

Pour les équipements, l'absence d'attestation de requalification périodique dans le dossier d'exploitation se traduit par la conclusion non satisfaisante de l'opération de contrôle (hors requalification périodique).

Toutefois, pour un équipement pour lequel :

- le marquage réglementaire, lorsque requis, appliqué à l'issue de la dernière requalification périodique est conforme,
- l'exploitant demande un duplicata de l'attestation de requalification périodique et archive dans le dossier d'exploitation, la copie de la réponse de l'organisme habilité,

l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle, en signalant sur son compte rendu l'absence de l'attestation de requalification périodique et en faisant référence à la décision d'approbation du présent guide AQUAP.

Dans tous les autres cas, l'exploitant fait réaliser la requalification périodique.

11.3 Absence des comptes rendus d'inspections périodiques réalisées après le 01/01/2018

Rappel : les comptes rendus d'inspection périodique établis avant le 01/01/2018 sont consultés, si disponibles.

L'exploitant demande un duplicata des comptes rendus d'inspection périodique effectués après le 01/01/2018 et archive dans le dossier d'exploitation copie de la réponse, selon le cas, de l'organisme habilité ou de la personne compétente.

Lorsque les conditions qui précèdent sont satisfaites, l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle, en signalant sur son compte rendu l'absence du (des) compte(s) rendu(s) d'inspection périodique et en faisant référence à la décision d'approbation du présent guide AQUAP.

11.4 Absence de l'attestation de conformité suite à intervention, établie par l'exploitant ou l'organisme habilité

L'absence d'attestation de conformité de l'intervention se traduit par la conclusion non satisfaisante de l'opération de contrôle en service.

Cet équipement pourra être remis en service après justification par l'exploitant du traitement réglementaire de l'intervention.

12. CAS DE L'ABSENCE DE LA PREUVE DU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE

Pour les équipements qui y sont soumis (au titre de l'ancien arrêté ministériel du 15/03/2000 ou de l'arrêté ministériel du 20/11/2017), l'absence de la preuve du dépôt de déclaration de mise en service dans le dossier d'exploitation se traduit par la conclusion non satisfaisante de l'opération de contrôle en service.

L'exploitant régularise la situation en effectuant la déclaration par l'intermédiaire du téléservice : <https://lune.application.developpement-durable.gouv.fr>.

Lorsque les conditions qui précèdent sont satisfaites, l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou, sur présentation de la preuve de dépôt de déclaration de mise en service, peut conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle.

13. CAS DES ACCESSOIRES DE SÉCURITÉ DÉPOURVUS DE DOCUMENTS RELATIFS À LEUR IDENTIFICATION ET À LEURS PARAMÈTRES DE RÉGLAGE

L'exploitant identifie l'accessoire de sécurité et réunit les éléments justificatifs de l'adéquation de celui-ci au procédé industriel et aux équipements à protéger.

L'exploitant définit les conditions de fonctionnement des équipements associés à l'accessoire de sécurité (fluide avec lequel il est en contact, températures de fonctionnement, débit, pression, etc.).

Si l'exploitant ne dispose pas dans le dossier d'exploitation des éléments permettant de vérifier l'adéquation de l'accessoire de sécurité au processus industriel, il atteste que :

- L'accessoire de sécurité est celui associé d'origine à l'équipement ou assure une procédure au moins équivalente **i.e. adéquation de l'accessoire de sécurité avec le fonctionnement du procédé industriel évoqué ci-dessus. Cette adéquation doit être argumentée par l'exploitant.**
- l'équipement auquel l'accessoire de sécurité est associé fait l'objet d'un suivi régulier,
- le procédé industriel n'a pas subi de modification impactant le dimensionnement de l'accessoire de sécurité

Ces dispositions ne concernent pas la valeur de la pression de début d'ouverture.

Ces documents sont conservés dans le dossier d'exploitation.

Lorsque les conditions qui précèdent sont satisfaites l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire de l'opération de contrôle.

14. REGISTRE ABSENT OU NON RENSEIGNÉ

Le dossier d'exploitation doit comporter un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications.

Ce registre, requis auparavant par l'arrêté ministériel du 15/03/2000 modifié pour les équipements soumis à déclaration de mise en service, est requis pour tous les équipements fixes à compter du 01/01/2018.

A la mise en service pour les équipements neufs et au 01/01/2018 pour les équipements déjà en service qui n'y était pas assujettis, l'exploitant ouvre ce registre.

Lors des opérations de contrôle, l'intervenant demande à l'exploitant de compléter ou de créer un registre qu'il renseigne à partir des documents disponibles.

Lorsque les conditions qui précèdent sont satisfaites l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire des autres opérations de contrôle.

15. ABSENCE DES ENREGISTREMENTS REQUIS PAR L'ART. 3-II DE L'AM DU 20 novembre 2017

Les différents enregistrements prévus par les codes ou cahiers des charges reconnus pour l'exploitation sans présence humaine permanente (SPHP) des générateurs de vapeur sont de la responsabilité de l'exploitant.

En l'absence de ces enregistrements, l'intervenant conclut au résultat non satisfaisant de l'opération de contrôle.

L'exploitant régularise la situation en faisant effectuer sous deux mois en présence de l'OH, les essais requis par les codes ou cahiers des charges reconnus pour l'exploitation SPHP des générateurs de vapeur.

Lorsque les conditions qui précèdent sont satisfaites, l'intervenant peut conduire l'inspection périodique ou conclure au résultat favorable de la vérification documentaire de la requalification périodique.

16. JUSTIFICATIFS PRODUITS PAR L'EXPLOITANT

L'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 impose à l'exploitant de formaliser :

- la désignation du personnel chargé de l'exploitation pour les équipements soumis à déclaration de mise en service,
- l'habilitation du personnel d'exploitation pour les ACAFR et les GV SPHP.

Lors du contrôle de mise en service des équipements sous pression soumis à déclaration de mise en service (hors ACAFR et GV SPHP), l'absence de cette désignation formelle du personnel conduit à déclarer ce contrôle non satisfaisant.

Lors du contrôle de mise en service, des inspections et requalifications périodiques des ACAFR et des GV exploités SPHP, l'absence de cette habilitation du personnel conduit à déclarer l'opération de contrôle non satisfaisante.

ANNEXE 1 : Synthèse du dossier d'exploitation lors des opérations de contrôle en service

Document	DMS	CMS	IP	RP	Intervention
État descriptif (26/43/néo-soumis)	Non requis (1ère mise en service uniquement)	Requis en cas de nouvelle installation	Requis (cf. §7)	Requis (cf. §7)	Requis (cf. §7)
Déclaration de conformité CE ou UE (RPS)	Non concerné	Non concerné	Non exigible	Non exigible	Non exigible
Déclaration de conformité CE ou UE (ESP)	Requis (cf. §10)	Non exigible (mais a été requis pour la DMS)	Non exigible	Non exigible	Non exigible
Notice d'instructions	Non requis	Requis	Requis (cf. § 8 et 9)	Requis (cf. § 8 et 9)	Requis (cf. § 8 et 9)
Documentation technique de fabrication	Non requise	Non requise	Non requise	Non requise	Requise
Identification et réglage des accessoires de sécurité	Non requis	Requis (cf. §13)	Requis (cf. §13)	Requis (cf. §13)	Requis (cf. §13) si concerné
Preuve de DMS	Non concerné	Requis (cf. §12)	Requis (si soumis) (cf. §12)	Requis (si soumis)(cf. §12)	Requis (si soumis)(cf. §12)
registre	Non concerné	Requis (cf. §14)	Requis (cf. §14)	Requis (cf. §14)	Requis (cf. §14)
Attestation de CMS	Non concerné	Non concerné	Requis (cf. §11.1)	Requis (cf. §11.1)	Requis (cf. §11.1)
Attestation de requalification périodique (si concerné)	Non concerné	Non concerné (sauf nouvelle installation)	Requis (cf. §11.2)	Requis (cf. §11.2)	Requis (cf. §11.2)
Compte rendus d'IP	Non concerné	Non concerné	Requis (cf. §11.3)	Requis (cf. §11.3)	Requis (cf. §11.3)
Attestation de conformité (Intervention notable et non notable)	Non concerné	Requis si concerné (nouvelle installation) (Cf. §11.4)	Requis si concerné (cf. §11.4)	Requis si concerné (cf. §11.4)	Requis si concerné (cf. §11.4)

ANNEXE 2 :

Modèle de dossier descriptif d'un récipient néo-soumis

Informations principales

Constructeur (nom et adresse) :
Année de fabrication :
N° de fabrication :
Plan(s) (numéro, date et indice) :
Exploitant (nom et adresse) :
Lieu d'installation :
Repère exploitant :

Caractéristiques du récipient

Genre et destination :
Type dans les fabrications du constructeur :
Forme générale : (cylindrique ; sphérique ; conique ; parallélépipédique)
Position d'utilisation :
Désignation du ou des fluides contenus :
Pression maximale admissible : bar
Pression de calcul : bar
Pression d'épreuve : bar
Volume : litres
Température minimale admissible : °C
Température maximale admissible : °C
Température de calcul : °C
Dimensions hors tout de la partie sous pression :

Description du récipient selon plan joint

Partie de l'équipement	Nbre	Matériau	Dimensions	Ep. relevée	Ep. mini calculée	Observations
Virole						
Fond GRC/elliptique/autre						
Tubulure						
Piquage						
Bride						
Renfort d'orifice						
Support						
Boulonnerie						
....						

Nota : L'exploitant peut se limiter à mentionner dans cette partie, les informations qui apparaissent dans le ou les plans joints.

Revêtements intérieur/extérieur

Nature du revêtement intérieur :
Nature du revêtement extérieur :

Orifices de visite et de nettoyage

Nombre :
Emplacement :
Dimensions :

Marques

Les marques suivantes sont inscrites (directement sur le récipient ou portées sur une plaque)

- nom du constructeur
- lieu de fabrication
- année de fabrication
- numéro de fabrication
- volume intérieur
- pression d'épreuve
- pression PS

Je soussigné, _____, exploitant, certifie que le récipient décrit ci-dessus répond aux indications du présent dossier descriptif et des documents et plans qui lui sont annexés.

Fait à _____, le _____
L'exploitant.

Documents joints au présent dossier descriptif : [liste des documents]

ANNEXE 3 : Dispositions complémentaires pour les ACAFR

	VAPEUR + EAU					VAPEUR SATURÉE					GAZ	
	OU		OU			OU			OU			
	↙	↘	↙	↓	↘	↙	↓	↘	↙	↓	↘	
Dispositif interdisant la mise sous pression si la partie amovible est mal assujettie	X		X			X			X			X
Dispositif interdisant l'ouverture du couvercle	Vol récipient > 300l Ou Vol eau ≥ 1/50 du volume de l'équipement		Vol récipient ≤ 300l et Vol eau < 1/50 du volume de l'équipement			Vol récipient > 300l			Vol récipient ≤ 300l		Tous types	
	OU		OU			OU			OU			
	↙	↘	↙	↓	↘	↙	↓	↘	↙	↓	↘	
Lorsque T > 90°C	X	X	X	X		X	X		X	X		X
Lorsque P > 20mbar								X				
Lorsque P > 50mbar	X				X	X					X	
Lorsque P > 150mbar			X						X			
Lorsque P > 200mbar												X
Sans ouverture préalable de l'orifice témoin		X		X			X	X		X		
Lorsque les pompes ne sont pas arrêtées	X	X	X	X	X							

P et T : respectivement pression et température du seuil de déclenchement du dispositif